

Conseil du territoire Vallée Sud Grand Paris

10 septembre 2020

Intervention David Mauger Pour Antony Terre Citoyenne

3 - Compte rendu des décisions prises par le Président au titre de sa délégation

D39/2020 demande de subvention auprès d'Ile de France Mobilités pour l'installation de stationnement sécurisé en gare de mairie de Montrouge

D40/2020 demande de subvention auprès d'Ile de France Mobilités pour l'installation de stationnement sécurisé en gare d'Antony (RER b)

David MAUGER

Sur les décisions 39 et 40, il s'agit de subventions d'Île-de-France Mobilités pour l'installation de stationnement sécurisé sur deux gares du territoire, j'aurais aimé savoir s'il s'agit de consignes Véligo et quelle emprise est-ce qu'elles prennent sur le territoire. Est-ce qu'il s'agit de quelque-chose d'important ? Est-ce que les emplacements sont déjà décidés ?

Jean-Didier BERGER

Ce sont des Véligo, ça prend l'équivalent en général d'une place ou deux de stationnement, ce sont des emplacements qui sont relativement raisonnables en termes d'espace.

L'objectif du territoire, c'est de développer sur l'ensemble du territoire un réseau de mille places de stationnement vélo sécurisées, pour que nous puissions aller d'un point à un autre du territoire en stationnant nos vélos de façon parfaitement sécurisée. Par ailleurs, on s'est aperçu qu'il y a certaines personnes qui habitent en appartement et qui n'ont pas forcément de locaux vélo ou de cave etc. qui renoncent à prendre un vélo pour ces raisons. Donc l'idée c'est qu'à terme le maillage soit suffisamment fort pour pouvoir régler aussi ce type de problème et si on peut arriver à faire la totalité du réseau avec la même connectique et donc la même tarification, le même accès qu'avec le Pass Navigo et le téléphone, évidemment ce sera un succès. Là on expérimente le système. M. le vice-président en charge des mobilités.

Etienne Lengereau

Juste une précision, M. le président, pour dire qu'à Montrouge le Véligo qu'évoquait Jean-Didier Berger, il sera situé non pas sur la voirie mais en sous-sol, dans un des parkings situés devant la Mairie.

David MAUGER

Pour ce qui est d'Antony, est-ce qu'il y a déjà une décision sur la place ?

Jean-Didier BERGER

Je vous propose qu'on ne rentre pas dans le détail des emplacements ville par ville et de tous les emplacements parce-que vous vous doutez que mille places, ça fait un certain nombre d'emplacements, plusieurs dizaines. Mais si vous le souhaitez, lorsqu'une des commissions consacrées à ces thèmes, nous aurons sans aucun doute l'occasion de vous présenter la totalité du dispositif et M. le vice-président se fera un plaisir de vous informer, d'informer tous les conseillers territoriaux qui le souhaitent de cet excellent dispositif que nous mettons en place.

David MAUGER

Merci.

6 et 8 - Désignation des membres de la commission d'appel d'offres et de la commission chargée de l'étude des délégations de service public.

13 - Désignation des représentants au sein du centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Versailles.

Jean-Didier BERGER

Nous avons un titulaire, un suppléant. En titulaire, Perrine Précetti. En suppléant Elie de Saint Jores.

Y a-t-il d'autres candidatures ? Je n'en vois pas.

David MAUGER

Merci M. le Président.

Je voudrais juste faire un commentaire.

Le rapport indique que le CROUS gère un patrimoine très important sur notre territoire et cite seulement les résidences de Jean Zay à Antony et Vincent Fayot à Châtenay Malabry.

Je me demandais si avec les destructions récentes, il ne fallait pas revoir cette phrase et la conjuguer au passé.

Par ailleurs je note que parmi le conseil d'administration du CROUS, il y a sept représentants des étudiants, donc des usagers, ce que je trouve tout à fait remarquable.

Jean-Didier BERGER

Merci beaucoup, nous prenons acte de ces remarques.

26 - Désignation des représentants au sein du groupement d'intérêt public Emploi Vallée Sud - Grand Paris.

David MAUGER

C'est à nouveau pour un commentaire M. le Président.

Je vois ici un très net déséquilibre puisque les syndicats patronaux sont bien représentés, mais aucun siège pour les usagers, à savoir les personnes en recherche d'emploi, les salariés et leurs organisations représentatives.

Le chômage n'est pas l'affaire que des patrons, mais aussi des forces de travail ?

En outre, parmi les attributions de ce groupement d'intérêt public Emploi VSGP figure l'une évaluation partagée régulière du dispositif.

J'aimerais savoir comment avoir accès à la dernière de ces évaluations ?

Merci.

Jean-Didier BERGER

Nous avons fait une présentation il y a quelques mois de cela, dans la précédente mandature. Chantal Brault la présidente nous a fait une présentation au conseil de territoire de l'organisation et des résultats du GIP mais je suis sûr qu'elle est tout à fait d'accord pour recommencer prochainement ou lors d'une commission de préparation des délibérations. Je dois dire, Mme la présidente, si vous en êtes d'accord, que nous avons reçu l'information que le GIP Emploi a été désigné meilleure mission locale d'Île-de-France...

Chantal BRAULT

Vous permettez M. le président ? Oui, en effet, meilleure performance de toutes les missions locales d'Ile-de-France. Cette désignation vient du conseil qui s'est tenu ce matin, du dialogue avec l'État et la région, qui a signifié cette désignation et nous en sommes extrêmement flattés. Évidemment, cette performance tient sur un certain nombre de critères, qui sont de la gestion, de la maîtrise des équipes bien sûr, de la réponse aux appels à projet et de la mise en œuvre de ces projets. Il y a un certain nombre de critères qui couvrent l'ensemble du fonctionnement de cette mission locale Vallée sud emploi. Comme je sais que notre président est très exigeant, est très impatient sur les questions d'emploi, nous avons un ouvrage à accomplir pour dépasser cette performance et être à la hauteur de vos attentes Monsieur le président.

Jean-Didier BERGER

Merci Madame la présidente. Bravo, c'est vrai que je pense qu'on peut faire encore beaucoup, beaucoup mieux, mais c'est vrai qu'on est content, quand même, malgré tout, d'avoir cette forme de reconnaissance. On ne manquera pas de continuer à informer les conseillers territoriaux.
